

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

*Documents officiels*

DEUXIEME COMMISSION  
50e séance  
tenue le  
vendredi 11 décembre 1992  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 50e SEANCE

Président : M. PIRIZ-BALLON (Uruguay)

SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 78 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

a) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 80 DE L'ORDRE DU JOUR : PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES (suite)

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR : COOPERATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DIVERSIFICATION ET MODERNISATION DES ACTIVITES PRODUCTIVES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite)

a) BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DES EFFORTS POUR ETUDIER ET ATTENUER LE PLUS POSSIBLE LES CONSEQUENCES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.2/47/SR.50  
22 décembre 1992  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS  
/...

La séance est ouverte à 15 h 35.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)  
(A/C.2/47/L.5/Rev.1, L.23, L.29/Rev.1, L.40/Rev.1, L.50, L.78 et L.79)

Projet de résolution : Assistance au peuple palestinien (A/C.2/47/L.5/Rev.1)

1. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, déclare que malgré tous les efforts qui ont été faits au cours des consultations officielles, il n'a pas été possible de s'entendre sur un texte de compromis. Elle signale par ailleurs que dans le texte anglais du paragraphe 4, il faut supprimer le mot "the" devant "applicability" et qu'une correction équivalente doit être faite dans le texte espagnol.

2. M. ELYASHIV (Israël) déclare que les projets de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1 et L.29/Rev.1 contiennent des affirmations trompeuses et des versions fausses des faits et qu'elles ne sont certainement pas de nature à favoriser le processus de paix au Moyen-Orient.

3. Comme l'a déjà indiqué la délégation israélienne, Israël non seulement se félicite de toute assistance fournie au peuple palestinien dans un esprit constructif et par des voies légitimes et autorisées, mais collabore pleinement avec le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organisations internationales à l'exécution des programmes. Toutefois, il s'oppose fermement à toute forme d'assistance et de coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine.

4. La délégation israélienne est fermement convaincue qu'il est grand temps de laisser de côté les débats et résolutions inspirés par des considérations politiques et qui ne font que compromettre le processus de paix. La solution du problème est à chercher dans un règlement politique durable. Israël tient actuellement des négociations bilatérales et multilatérales avec ses voisins; des progrès sont enregistrés, ce qui raffermirait la confiance dans le processus de paix. Les projets de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1 et L.29/Rev.1 sont très politisés et traitent de questions qui font actuellement l'objet de négociations directes entre les parties aux négociations de paix et la délégation israélienne votera contre.

5. M. MARKS (Etats-Unis d'Amérique) dit que les projets de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1 et L.29/Rev.1 ont une longue histoire, et sont depuis toujours un sujet de discorde. La délégation des Etats-Unis a déjà expliqué pourquoi elle les considère biaisées et peu propres à servir les besoins et les intérêts réels des peuples de la région et le processus de paix. Trois questions sont posées : celle de l'assistance au peuple palestinien, celle du processus de paix et de la nécessité que tous les pays l'appuient et celle des scrutins sur des résolutions mal inspirées et biaisées. La délégation des Etats-Unis invite les autres délégations à réfléchir à ces trois questions et à adopter une position prouvant que l'ONU s'intéresse au progrès du processus de paix et pas seulement à la rhétorique.

(M. Marks, Etats-Unis)

6. Le Gouvernement des Etats-Unis n'a cessé d'appuyer fidèlement le peuple palestinien par une aide financière et autre; il s'est employé sans relâche à promouvoir un processus de paix propre à ramener une paix réelle parmi les peuples de la région, et ce processus commence à progresser sensiblement. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis votera contre les deux projets de résolution.

7. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Iles Marshall, Micronésie (Etats fédérés de).

8. Le projet de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1 est adopté par 107 voix contre 2, avec 2 abstentions.

9. M. AL-SABAH (Koweït) et M. CHABALA (Zambie) indiquent qu'ils avaient eu l'intention de voter pour le projet de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1.

10. M. MARTIN (Royaume-Uni), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, dit que ces derniers ont appuyé le projet de résolution A/C.2/47/L.5/Rev.1; dans leur esprit, le sixième alinéa du préambule se réfère à l'économie des territoires palestiniens occupés.

/...

(M. Martin, Royaume-Uni)

11. La Communauté européenne et ses Etats membres continuent à fournir une importante aide humanitaire et économique au peuple palestinien. Elle a fourni une assistance d'urgence supplémentaire de 60 millions d'écus à la suite de la crise du Golfe et son programme d'aide directe aux territoires occupés a augmenté de 20 % en 1992. Au sujet du paragraphe 3 du dispositif, l'intervenant précise que l'assistance de la Communauté continuera d'être acheminée par les filières appropriées, en coopération avec les institutions compétentes. Cette assistance peut prendre la forme de financement de projets, tels que des projets d'aide alimentaire, ou de projets en faveur du peuple palestinien dans les territoires occupés, principalement exécutés par des organisations non gouvernementales. La Communauté fournit une aide aux réfugiés, sous forme de vivres et d'aide aux programmes d'éducation et de santé, par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA); en 1992, son aide a représenté quelque 42 millions d'écus, soit plus de 20 % du budget de l'UNRWA.

12. En ce qui concerne le paragraphe 6, la Communauté a adopté de façon autonome des mesures tarifaires, dont l'admission en franchise des produits industriels et le traitement préférentiel de certains produits agricoles, qui devaient être admis en franchise à partir du 1er janvier 1993. La Communauté européenne a reconnu la compétence des chambres de commerce de la Rive occidentale et de la bande de Gaza pour délivrer des certificats d'origine et fournir les services administratifs nécessaires. Elle a plusieurs fois réaffirmé aux autorités israéliennes l'importance qu'elle attache à ce que ses mesures commerciales soient effectivement appliquées sans qu'aucun obstacle administratif ou autre soit opposé aux exportations palestiniennes.

13. La Communauté européenne interprète le paragraphe 9 comme se référant à la création d'un réseau de banques locales dans les territoires occupés. Au sujet du paragraphe 10, la Communauté espère que s'il est envisagé d'organiser un séminaire, on tiendra pleinement compte du processus de paix, et en particulier que ce séminaire n'empiètera pas sur les fonctions du groupe de travail multilatéral sur le développement économique régional.

14. La Communauté européenne et ses Etats membres continueront à fournir une aide et une coopération au développement, tant à titre bilatéral qu'à l'échelle communautaire ainsi que par l'intermédiaire des organes compétents du système des Nations Unies, de façon à répondre aux besoins du peuple palestinien.

15. Mme FREUDENSCHUSS-REICHL (Autriche) dit que sa délégation a voté pour la résolution parce que celle-ci porte sur une question importante. Elle fait toutefois observer au sujet du paragraphe 6 que la législation autrichienne ne permet pas aujourd'hui la reconnaissance des certificats d'origine palestiniens. En ce qui concerne les mesures préférentielles, les territoires palestiniens occupés sont compris dans la liste annexée à la loi autrichienne concernant le traitement douanier préférentiel.

/...

16. M. CORNWALL (Australie) dit que sa délégation est favorable à tout ce qui peut aider le développement économique du peuple palestinien et a donc voté pour la résolution. Le fait qu'elle ne s'oppose pas à la mention, notamment au paragraphe 6, de certificats d'origine palestiniens, n'implique nullement la reconnaissance par l'Australie d'un Etat palestinien. Pour l'Australie, les termes utilisés dans la résolution au sujet des territoires occupés ne désignent que les territoires occupés par Israël depuis 1967; il en va de même pour toutes les autres résolutions, examinées au titre d'autres points de l'ordre du jour.

17. Mme NICOLAISEN (Norvège) dit que sa délégation a voté pour la résolution dans l'idée que le paragraphe 3 ne réduit ni ne compromet en rien la faculté dont jouit la Norvège de fournir une assistance au peuple palestinien par toutes les filières qu'elle juge appropriées, y compris des organisations non gouvernementales. La Norvège reste une des principales sources d'assistance internationale au peuple palestinien.

Projet de résolution : Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien (A/C.2/47/L.29/Rev.1)

18. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-présidente, dit que les consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution n'ont pas permis de réaliser un consensus.

19. M. KUDRYAVTSEV (Fédération de Russie) dit que la position de sa délégation au sujet de l'établissement de colonies israéliennes dans les territoires occupés est bien connue. Sa délégation s'abstiendra lors du scrutin sur le projet de résolution parce qu'à son sens, les questions sur lesquelles elle porte devraient être examinées dans le cadre du processus de négociation d'un règlement pacifique au Moyen-Orient.

20. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution  
A/C.2/47/L.47/Rev.1.

Votent pour :	Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de
---------------	--

/...

Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique, Micronésie (Etats fédérés de).

S'abstiennent : Bélarus, Croatie, Fédération de Russie, Iles Marshall, Uruguay.

21. Le projet de résolution A/C.2/29/L.5/Rev.1 est adopté par 101 voix contre 3, avec 5 abstentions.

22. M. AL-SABAH (Koweït) et M. CHABALA (Zambie) indiquent qu'ils avaient eu l'intention de voter pour le projet de résolution A/C.2/47/L.29/Rev.1.

23. M. MARTIN (Royaume-Uni), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, dit que la position de la Communauté et de ses Etats membres est claire; ils estiment que les colonies de peuplement dans les territoires occupés sont illégales au regard du droit international et constituent un obstacle à la paix. Ils se félicitent du gel partiel de la construction de nouvelles colonies annoncé par le Gouvernement israélien, qui est un premier pas positif dans la voie d'un gel complet, et espère que cette mesure donnera un nouvel élan au processus de paix, qui a déjà marqué un certain progrès. Il est regrettable que la résolution n'en fasse nulle mention.

24. Mme. IRISH (Canada) dit que sa délégation a voté en faveur de la résolution parce qu'elle estime que les colonies de peuplement dans les territoires occupés sont un obstacle à la paix et que le gel complet de leur construction faciliterait le processus de paix. Malheureusement, le texte ne fait pas état des restrictions récemment imposées par le Gouvernement israélien à la construction de nouvelles colonies.

25. M. SHREIM (observateur de la Palestine) remercie toutes les délégations qui ont voté pour les deux projets de résolution. Leur adoption constitue un message sans équivoque adressé à toutes les parties concernées et le fait qu'ils aient été appuyés par presque toutes les délégations montre une fois de plus l'importance que la communauté internationale attache à cette question.

Projets de résolution sur la privatisation (A/C.2/47/L.23 et L.78)

26. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.78, qui est proposé sur le résultat des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.23, et recommande que la Commission l'adopte sans qu'il soit mis aux voix.

27. Le projet de résolution A/C.2/47/L.78 est adopté.

/...

28. Le projet de résolution A/C.2/47/L.23 est retiré.

Projet de résolution relatif aux incidences de l'évolution récente des pays à économie en transition sur la croissance de l'économie mondiale (A/C.2/47/L.40/Rev.1)

29. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, indique que les consultations officielles tenues sur le projet de résolution ont abouti et recommande que la Commission l'adopte.

30. Le projet de résolution A/C.2/47/L.40/Rev.1 est adopté.

Projets de résolution sur la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, 1991-2000 (A/C.2/47/L.50 et L.79)

31. Mme KELLEY (Secrétaire de la Commission) rappelle qu'un état des incidences du projet de résolution A/C.2/46/L.64 relatif à la deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique a été présentée en 1991 à l'Assemblée générale, qui avait approuvé une allocation de 135 400 dollars pour financer des activités supplémentaires liées à la décennie à mener pendant l'exercice biennal 1992-93. Le Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique a entrepris en 1992 des activités au titre de la décennie, qui ont coûté 50 000 dollars, ce qui laisse un solde de 85 400 dollars. Si le projet de résolution A/C.2/47/L.79 est adopté, les activités prévues pour 1993 au titre de la Décennie seront financées au moyen de ce solde. On continuera à suivre la situation et si de nouveaux besoins apparaissent en 1993, les financements nécessaires seront obtenus en réaffectant des ressources du chapitre 23 du budget : Commission économique pour l'Afrique. Les financements nécessaires au titre de la Décennie pour la période 1994-95 seront examinés dans le contexte du budget-programme proposé pour 1994-95.

32. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.79, qui est proposé sur la base des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.50, et recommande que la Commission l'adopte sans vote.

33. Le projet de résolution A/C.2/47/L.79 est adopté.

34. Le projet de résolution A/C.2/47/L.50 est retiré.

POINT 78 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite) (A/C.2/47/L.10, L.30, L.35/Rev.1, L.45, L.82 et L.86)

Projets de résolution relatifs au transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés (A/C.2/47/L.10 et L.86)

35. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.86, qui est proposé sur la base des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.10, et a recommandé que la Commission l'adopte sans vote. Elle appelle l'attention sur les modifications ci-après : à la quatrième ligne du septième alinéa du

/...

(Mlle Diop, Sénégal)

préambule, le mot "aux" doit être remplacé par les mots "à des"; à la quatrième ligne du paragraphe premier du dispositif, les mots "des recommandations ci-après" doivent être remplacés par les mots "de ce qui suit".

36. Le projet de résolution A/C.2/47/L.86, tel que modifié oralement, est adopté.

37. Le projet de résolution A/C.2/47/L.10 est retiré.

a) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite)

Projets de résolution relatifs à sur la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/C.2/47/L.30 et L.82)

38. Le PRESIDENT appelle l'attention sur l'état des incidences sur le budget-programme présenté dans le document A/C.2/47/L.45 et précise que cet état s'applique aux deux projets de résolution.

39. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.82, qui est proposé sur la base des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.30, et recommande que la Commission l'adopte sans vote.

40. Le projet de résolution A/C.2/47/L.82 est adopté.

41. Le projet de résolution A/C.2/47/L.30 est retiré.

Projet de résolution relatif à l'intégration de l'économie des pays en transition dans l'économie mondiale (A/C.2/47/L.35/Rev.1)

42. Mlle DIOP (Sénégal), Vice-Présidente, recommande que le projet de résolution révisé soit adopté sans être mis aux voix.

43. Le projet de résolution A/C.2/47/L.35/Rev.1 est adopté.

44. M. MARTIN (Royaume-Uni), parlant au nom de la Communauté européenne, se félicite de l'adoption de la résolution, qui est constructive, équilibrée et prévoyante. Il est essentiel que la communauté internationale appuie les réformes économiques et le processus de restructuration en cours dans les pays en transition; l'intervenant se félicite particulièrement que le texte fasse état des incidences positives des transformations, qui auront des répercussions heureuses pour tous les pays, y compris les pays en développement.

45. M. LUEDIG (Estonie) remercie tous ceux qui ont participé aux négociations de la souplesse dont ils ont fait preuve et se félicite qu'ils aient bien voulu se pencher sur les problèmes des pays dont l'économie est en transition; il exprime l'espoir que ce texte favorisera une meilleure compréhension et une coopération plus étroite entre les pays qui transforment leur économie planifiée en économie de marché et tous les autres pays.

/...



POINT 80 DE L'ORDRE DU JOUR : PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES (suite)

Projets de résolution sur la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (A/C.2/47/L.38/Rev.1, L.58 et L.83)

46. Le PRESIDENT dit qu'il présume que la Commission acceptait de renvoyer à la séance suivante l'examen du projet de résolution A/C.2/47/L.58 comme l'a demandé le Président du Groupe des 77.

47. Il en est ainsi décidé.

48. M. OULD CHEIKH EL GHAOUTH (Mauritanie) demande si, dans les incidences sur le budget-programme présentées dans le document A/C.2/47/L.83 il a été tenu compte du paragraphe 11 du projet de résolution A/C.2/47/L.58 et de la nécessité de financer comme il convient les activités en pleine évolution du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques. L'intervenant demande en outre des précisions sur la sixième session du Comité intergouvernemental, en particulier sur son programme de travail et les dates et lieu de ses réunions. Il exprime des doutes sur la validité des prévisions des dépenses autres que les dépenses de personnel du secrétariat intérimaire pour 1993, compte tenu notamment de ce qui s'est passé en 1992. Enfin, il demande quand le Secrétaire général présenterait ses propositions pour le renforcement du secrétariat demandé au paragraphe 11 de la résolution A/C.2/47/L.58.

49. Le PRESIDENT dit que le secrétariat prendra bonne note des questions posées par le délégué de la Mauritanie.

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR : COOPERATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DIVERSIFICATION ET MODERNISATION DES ACTIVITES PRODUCTIVES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

Projets de résolution sur la coopération en matière de développement industriel  
A/C.2/47/L.14 et L.74

50. M. GUERRERO (Philippines), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.74, qui est proposé sur la base des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.14, et recommande que la Commission l'adopte sans vote.

51. Le projet de résolution A/C.2/47/L.74 est adopté.

52. Le projet de résolution A/C.2/47/L.14 est retiré.

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT (suite)

Projet de décision : Création d'une commission consultative sur la dette et le développement (A/C.2/47/L.4)

/...

53. M. GUERRERO (Philippines), Vice-Président, fait savoir à la Commission qu'il a été décidé lors des consultations officieuses de ne prendre aucune décision au sujet du projet de décision A/C.2/47/L.4.

54. Le PRESIDENT dit qu'il présume que la Commission décide de ne pas se prononcer sur le projet de décision.

55. Il en est ainsi décidé.

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (suite) (A/C.2/47/L.3 et L.27)

Projet de résolution : Conférence internationale sur les mécanismes monétaires et financiers pour le développement (A/C.2/47/L.3)

56. M. GUERRERO (Philippines), Vice-Président, fait savoir à la Commission qu'il a été décidé lors des consultations officieuses de renvoyer à la cinquantième session de l'Assemblée générale l'examen du projet de résolution A/C.2/47/L.3.

57. Le PRESIDENT dit qu'il présume que la Commission décide de renvoyer à la cinquantième session de l'Assemblée générale l'examen du projet de résolution A/C.2/47/L.3.

58. Il en est ainsi décidé.

Projet de décision : Financement du développement (A/C.2/47/L.27)

59. M. GUERRERO (Philippines), Vice-Président, dit que les consultations officieuses ont abouti à un consensus sur le texte du projet de résolution, et recommande que ce texte soit adopté sans vote.

60. M. Hjeltner (Suède) indique qu'à la quatrième ligne du paragraphe a), il faut ajouter les mots "les banques régionales de développement" après "Fonds monétaire international".

61. Le projet de décision A/C.2/47/L.27, tel que modifié oralement, est adopté.

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite)

a) BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite) (A/47/288-E/1992/94)

62. Le PRESIDENT suggère que la Commission prenne acte du rapport du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (A/47/288-E/1992/94).

63. Il en est ainsi décidé.

/...

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DES EFFORTS POUR ETUDIER ET ATTENUER LE PLUS POSSIBLE LES CONSEQUENCES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL (*suite*) (A/C.2/47/L.55, L.67 et L.72)

Projet de résolution : renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer autant que possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (A/C.2/47/L.55, L.67 et L.72)

64. Le PRESIDENT appelle l'attention sur l'état des incidences sur le budget-programme présenté dans le document A/C.2/47/L.72 et signale que le chiffre de 34 700 dollars figurant au début du paragraphe 14 doit être remplacé par 42 100 dollars.

65. M. GUERRERO (Philippines), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/47/L.67, qui est proposé sur la base des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/47/L.55, et recommande que la Commission l'adopte sans vote.

66. M. MARTIN (Royaume-Uni), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, dit que le projet de résolution A/C.2/47/L.67 reflète les résultats de consultations intensives tenues depuis plusieurs mois entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et les pays les plus touchés par la catastrophe de Tchernobyl de l'autre. Les Douze sont très favorables au projet de résolution et attendent avec intérêt le rapport que doit présenter le Secrétaire général sur les diverses activités relatives à Tchernobyl qui ont été entreprises par le système des Nations Unies et les mesures prises au Secrétariat, de façon à pouvoir formuler des recommandations qui tiennent compte des activités des organisations régionales et en particulier des activités des Etats membres de la Communauté européenne et des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que du principe de l'avantage comparatif. Ce rapport devrait fournir une base pour un accord sur une approche mieux ciblée et plus réaliste de l'atténuation des problèmes provoqués par la catastrophe de Tchernobyl de la part des Nations Unies.

67. Par ailleurs, la Communauté européenne n'est pas entièrement convaincue de la validité de l'état des incidences sur le budget-programme présenté dans le document A/C.2/47/L.72, qui reposent manifestement sur le postulat que les activités se poursuivront comme avant et seront même dans certains cas intensifiées. La Communauté a accepté que le Secrétaire général continue les activités visant à étudier, atténuer et réduire autant que possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, mais ces activités ne devraient pas être intensifiées tant que l'Assemblée générale n'aura pas pris une décision, à sa quarante-huitième session, sur l'avenir du programme du système des Nations Unies concernant la catastrophe de Tchernobyl. Par ailleurs, au lieu de prévoir que le Coordonnateur des Nations Unies pour la coopération internationale au sujet de Tchernobyl effectue une mission de cinq jours pour assister à la session de fond du Conseil économique et social, il serait peut être plus rentable de charger le membre du secrétariat qui devra assister à la session en tout état de cause de faire rapport oralement sur les résultats de l'étude.

68. Le projet de résolution A/C.2/47/L.67 est adopté.

69. Le projet de résolution A/C.2/47/L.55 est retiré.

La séance est levée à 17 h 30.